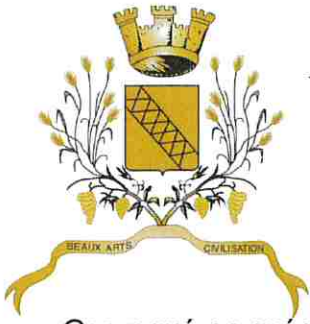




PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 18 JUIN 2026

Convoqué en exécution de l'article L 2121.10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal de la Ville de Meynes s'est réuni le 18 juin 2026, à la Salle de L'Olivier, salle du Conseil Municipal, sous la présidence de M. Fabrice FOURNIER, maire.

Monsieur le Maire propose de commencer le conseil

Etaient présents : M. Fabrice FOURNIER, M. Clément MONNIER, Mme Alexandra MORAND, M. Stéphan LAUTHIER, Mme Sabine SERRANO, Mme Patricia PIERREDON, M. Brice VOULAND, Mme Morgane CASTAN, M. Bastien VALENTE, Mme Omayya FOLGADO, M. Patrick COMTE, Mme Angélique RETZER, M. Sébastien MERADI, Mme Karine SOULET, Mme Carole BICHAREL, M. Jérôme MARMOTAN, Mme Sonia MARY, M. Joël DEYDIER,

Etaient absents : M. Grégory ROMAN qui a donné pouvoir à Mme Omayya FOLGADO pour voter en son nom ; Mme Martine COLOMINA qui a donné pouvoir à M. Stéphan LAUTHIER pour voter en son nom ; M. Didier DAVID qui a donné pouvoir à Mme Angélique RETZER pour voter en son nom ; M. Camille RIQUIER qui a donné pouvoir à Mme Sonia MARY pour voter en son nom ; Mme Amandine VINCART qui a donné pouvoir à M. Joël DEYDIER pour voter en son nom.

Début séance à 19h02

Le quorum est atteint

Monsieur le Maire sollicite un membre du conseil pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

Est nommée secrétaire de séance : Mme Omayya FOLGADO

Par convocation en date du 12 juin 2026, Monsieur le Maire donne lecture de l'ordre du jour

RELEVÉ DES DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE APPROBATION DU PV DU 05/06/2026

1. Attribution du marché 2026-01 performance énergétique
2. Attribution du marché 2026-02 travaux de voirie à bons de commande
3. Fixation des tarifs location des salles communales et tarifs de vente livres / clé USB
4. Recrutement d'un contractuel sur un emploi non permanent à temps complet - piscine saison 2026

Monsieur le Maire demande s'il y a des observations sur le procès-verbal du 5 juin 2026.

M. Joël DEYDIER : il manque le décompte des suffrages dans le compte rendu des grands électeurs ; que la précision concernant les frais de de scolarité était plus faible en élémentaire à Meynes que la moyenne départementale.

M. le maire : la précision sur le décompte des suffrages sera rajoutée au PV ; vous voulez la modification pour les frais de scolarité ?

M. Joël DEYDIER : C'est un détail mais sinon la phrase n'a pas de sens

Mme Angélique RETZER : M. le maire répond à votre question puisqu'il précise bien qu'il n'a pas regardé la moyenne nationale.

M. Joël DEYDIER : Amandine VINCART a fait des remarques concernant le poste de police municipal et l'échange avec Mme MORAND n'apparaît pas

M. le maire : on ne peut pas tout indiquer au mot près et à la virgule près. La finalité est de retranscrire l'essentielle des échanges. A tous les conseils municipaux vous allez indiquer qu'il manque une phrase ?

Mme Omayra FOLGADO : il n'est pas possible au secrétaire de retranscrire la totalité des échanges.

M. Brice VOULAND : c'est dommage de ne pas être venu au mandat précédent voir les échanges qu'il y avait et leurs retranscriptions publiques.

Mme Alexandra MORAND : Mme VINCART demandait une précision sur le poste et ce n'était pas un point important. On va continuer puisqu'il y a des délibérations.

Le procès-verbal du 5 juin 2026 est approuvé **PAR VINGT ET UNE POUR ET DEUX VOIX CONTRE (Mme Amandine VINCART, M. Joël DEYDIER)**

DÉLIBÉRATION N° 2026-050 : ATTRIBUTION DU MARCHE 2026-01 PERFORMANCE ENERGETIQUE

M. le Maire, rapporteur

Considérant que le conseil municipal doit se prononcer sur tous les éléments essentiels du contrat à venir au nombre desquels figurent notamment l'objet précis de celui-ci tel qu'il ressort des pièces constitutives du marché mais aussi son montant exact et l'identité de son attributaire ;

Considérant l'analyse réalisée par le maître d'œuvre en application des critères énoncés dans le cahier des charges, présentée à la commission d'appel d'offres le mercredi 3 juin 2026 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122-21 et L 2122-21-1 ;

Vu le code de la commande publique ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE A L'UNANIMITÉ

AUTORISE Monsieur le maire à signer le marché public suivant :

Programme : Marché global de performance énergétique pour la conception, la réalisation et l'exploitation-maintenance des installations d'éclairage public, sportif et festif.

Entreprise : ALCYON / CITEOS Ingénierie Méditerranée,
9 rue de Lisbonne
ZI des Estroubans
13127 VITROLLES

Montant total du marché : 288 327.30 € HT / 345 992.73 € TTC

Durée du marché : 10 ans à compter du 1^{er} juillet 2026

DIT que les crédits nécessaires sont prévus au budget communal

DÉLIBÉRATION N° 2026-051 : ATTRIBUTION DU MARCHE 2026-02 TRAVAUX DE VOIRIE A BONS DE COMMANDE

M. le Maire, rapporteur

Considérant que le conseil municipal doit se prononcer sur tous les éléments essentiels du contrat à venir au nombre desquels figurent notamment l'objet précis de celui-ci tel qu'il ressort des pièces constitutives du marché mais aussi son montant exact et l'identité de son attributaire ;

Considérant l'analyse réalisée par le maître d'œuvre en application des critères énoncés dans le cahier des charges, présentée à la commission d'appel d'offres le mercredi 3 juin 2026 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122-21 et L 2122-21-1 ;

Vu le code de la commande publique ;

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE



A L'UNANIMITE

AUTORISE Monsieur le maire à signer le marché public suivant :

Programme : Travaux de voirie a bons de commande sur le territoire de la commune de Meynes

Groupement : LAUTIER MOUSSAC / ESR / SCAIC,

Mandataire : LAUTIER MOUSSAC Etablissement BRAJA VESIGNE (SA)

N°5 Zone d'Activité Peire Plantade

RD 226

30190 MOUSSAC

Montants annuels du marché : minimum : 5 000 € HT / maximum : 300 000 € HT

Durée du marché : 4 ans à compter du 1^{er} juillet 2026

DIT que les crédits nécessaires sont prévus au budget communal

DÉLIBÉRATION N° 2026-052 : FIXATION DES TARIFS LOCATION DES SALLES COMMUNALES ET TARIFS DE VENTE DE LIVRES/CLE USB

M. le Maire, rapporteur

La commune est régulièrement sollicitée par des administrés pour la mise à disposition de salles communales en vue de l'organisation de réunion. Afin de répondre à cette demande, je propose de créer un nouveau tarif de location adapté à ce type d'utilisation.

Par ailleurs, dans un souci de simplification et de meilleure gestion administrative, je propose d'abroger la délibération n°2023-056 du 26 octobre 2023. Je précise que les modalités et conditions d'utilisation des salles communales, précédemment définies dans cette délibération, feront désormais l'objet d'un arrêté municipal et seront intégrées à la convention de location des salles.

Les autres dispositions prévues par la délibération n°2023-056 du 26 octobre 2023 demeurent inchangées et sont reprises dans la présente délibération.

A - Tarifs de location :

Salles	Piscine	des Fêtes	Associations	Fontaine
Capacités d'accueil	100	284	50	50
TARIFS				
Usagers non domiciliés à Meynes	750 €	2 000 €		
Usagers domiciliés à Meynes	250 €	500 €	150 €	
Associations loi 1901 dont le siège est sur la Commune au-delà des trois occupations gratuites	150 €	250 €		
Associations loi 1901 dont le siège est sur la Commune et après accord de la municipalité pour leurs activités hebdomadaires PLUS trois mises à disposition gratuites pour des manifestations liées à l'objet de l'association le week-end sous réserve de disponibilité	Gratuit	Gratuit		
La salle de la Fontaine pourra être louée aux organismes Socioprofessionnels pour l'organisation de réunion de travail ou commerciaux (accueil de clientèle) à la demi-journée (matin et ou après-midi)				50 € demi-journée
La salle des associations pourra être louée aux administrés de la commune pour l'organisation de réunion à la demi-journée (matin ou après-midi) sous réserve de disponibilité.			100 € demi-journée	

B – Cautions relatives aux locations

Publié le : 21/09/2026 14:24 (Europe/Paris)

Collectivité : Meynes

https://www.meynes.fr/documents_administratifs/79093



Le montant de la caution varie selon la salle louée et est exigible pour chaque location, si plusieurs demandes sont déposées.

Salles	Piscine	des Fêtes	Associations	Fontaine
	TARIFS			
<u>Usagers non domiciliés à Meynes</u> En cas de dégradation	1 000 €	3 000 €		
<u>Usagers domiciliés à Meynes</u> En cas de dégradation	500 €	1 500 €	300 €	
Pour le nettoyage et l'entretien	300 €	300 €		
Blocage limiteur d'intensité sonore et/ou coups de poing électrique		500 €		
Les associations loi 1901 de la commune doivent fournir une attestation d'assurances en responsabilité civil				

Vente de livre et clé USB

- Le prix de vente du livre « MEYNES, son histoire de ses origines à nos jours » est fixé à 23 €
- Le prix de vente d'un film et diaporama « les Années Corso » portant sur les traditions de Meynes sur clé USB est fixé à 20 €.

M. le Maire : nous avons reçu le mardi 16 juin l'amendement suivant « Les salles municipales pourront être ouvertes aux candidat(e)s pour une réunion publique pendant les périodes de campagne électorale, européenne, nationale, régionale, départementale. Pour les élections municipales, cette ouverture sera gratuite pour chaque liste à raison de trois réunions par liste et cela dans les trois mois qui précèdent le scrutin »

M. Joël DEYDIER : pourquoi la salle de la Fontaine n'est pas ouverte à d'autres qu'aux organismes socioprofessionnel ?

M. le Maire : Étant dans le bâtiment administratif elle n'est accessible, pour une question de sécurité, que pendant les horaires d'ouverture de la mairie. Elle est occupée par le CCAS ou permanences de la mutuelle.

M. Joël DEYDIER : on demande que les salles puissent être mises à disposition des candidat(e)s, comme ça se fait dans d'autres communes. Pour les élections municipales ça permettrait pour l'ensemble des candidat(e)s d'être à égalité de mise à disposition des locaux.

Mme Angélique RETZER : Égalité ? Je n'ai pas compris

M. Joël DEYDIER : Le maire et ses adjoints et vous conseiller, vous vous rencontrez dans les salles municipales dans lesquelles vous pouvez avoir des réunions de travail qui peuvent être aussi des réunions de préparation ; c'est un élargissement de la démocratie communal.

Plusieurs membres du conseil municipal : non, c'est interdit, nous nous sommes rencontrés chez les uns et chez les autres.

Mme Angélique RETZER : la mise à disposition des salles n'enlèverait-il pas le bénéfice des salles aux associations qui œuvrent toute l'année pour le village ?

Mme Alexandra MORAND : l'occupation des salles est fortement élevée.



M. le Maire : le prêt des salles en période électorale relève du pouvoir du maire est j'ai donc pris un arrêté du maire dans lequel il est indiqué « afin d'assurer une égalité de traitement entre les différentes listes. Le cadre vise à garantir la transparence et l'équité, à l'utilisation des équipements municipaux. Je ne peux pas entendre ce que vous venez de dire, en avançant que l'équipe sortante peut profiter de salles communales pour travailler notre programme. C'est interdit de le penser et encore plus de le dire.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE
PAR VINGT ET UNE VOIX POUR ET DEUX CONTRE
(Mme Amandine VINCART, M. Joël DEYDIER),**

DIT que l'amendement proposé en séance par Madame Amandine VINCART et Monsieur Joël DEYDIER est **REJETÉ**.

ABROGE la délibération n° 2023-056 du 26 octobre 2026 portant fixation des tarifs et modalités de location des salles communales et tarifs de vente de livres/clé USB.

ADOpte les tarifs proposés pour la location des salles / vente de livre / vente clé USB et reproduction photographique.

AUTORISE le maire à exécuter la présente délibération.

**DÉLIBÉRATION N° 2026-053 : RECRUTEMENT D'UN CONTRACTUEL SUR UN EMPLOI NON
PERMANENTS À TEMPS COMPLET – PISCINE SAISON 2026**

Mme Alexandra MORAND, rapporteur

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Par délibération n°2026-005 du 5 février 2026, un emploi non permanent de BNSSA a été créée pour la période du 18 mai au 15 juin 2026 inclus, afin d'assurer, en appui du MNS, la mise en œuvre des dispositifs « Aisance Aquatique » et « Savoir Nager » destinés aux enfants de la Communauté de Communes du Pont du Gard.

Considérant qu'à la suite de la mise en œuvre de ces dispositifs, la piscine municipale continue d'accueillir certains établissements scolaires et reste ouverte au public le samedi ;

Considérant que les conditions actuelles d'organisation du service ne permettent pas de garantir de manière satisfaisante l'exercice continu des missions relevant du MNS ;

Considérant qu'un BNSSA est habilité à assurer la surveillance des baignades d'accès payant en toute autonomie ;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité du service public et la sécurité des usagers ;

Je propose de créer un poste non permanent à temps complet de BNSSA, du 16 juin au 30 juin 2026 inclus.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE
A L'UNANIMITE**

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder au recrutement d'un BNSSA à temps complet, selon les conditions susnommées.

DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif pour 2026.

La séance est levée à 19 heures 31 minutes.

Le secretaire de séance

Le Maire

Fabrice FOURNIER

